

RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito

p.2 : Actualité littéraire et sociale

p.3 à 6 : Place au débat

p.7 : Solidarité internationale

p.8 : Coup de gueule

L'ÉDITO

Soufflons, soufflons pour que le vent devienne tempête !

Il souffle, il faut bien le reconnaître, un agréable petit vent frais sur la France, ces derniers temps.

Ce n'est évidemment pas étranger à l'espoir qui s'est levé, puis installé, de voir les prochaines élections présidentielles chasser Sarkozy, lequel a de fortes chances de rester dans la future mémoire collective comme le Président de la 5^{ème} République le plus détesté à la fin de son mandat.

Alors qu'il avait été élu –contre notre appréciation- pour être le Président du pouvoir d'achat, de l'effort justement récompensé (« travailler plus pour gagner plus »), de la remise au goût du jour de l'égalité républicaine, de la réappropriation de la mémoire nationale (de Jaurès à Guy Môquet), Nicolas Sarkozy aura été ébloui par le bling-bling, l'homme de la Finance mondialisée, à la solde des puissants, porte-parole des riches, adepte de la droite décomplexée.

On en finirait plus d'épingler son bilan de mandature. Mais essayons quand même de remémorer quelques mesures emblématiques.

- En matière fiscale, instrument de justice s'il en est et si l'on veut s'en servir, Sarkozy a fait fort : instauration du bouclier fiscal, baisse de l'ISF mais imposition des indemnités pour accident de travail, élévation des taux de TVA et généralisation des taxes, impôts injustes par essence ; et on a échappé de peu à la suppression de la 1/2 part et à la déduction d'impôts pour pertes boursières !

- En matière de salaires et de pouvoir d'achat : généralisation des hausses (en particulier de l'énergie, mais aussi des transports ou des produits de consommation courante), refus réitérés d'augmenter le point d'indice dans la fonction publique, les salaires et même le SMIC dans le privé, 1/4 des 25 millions de salariés en dessous de 9 000 € annuels mais maintien des retraites dorées, des stocks-options et des bonus pour les grands patrons.

- En matière d'emplois : 500 à 1 000 chômeurs de plus par jour, augmentation de 25 % du chômage pour la seule année 2009, suppression de 35 000 fonctionnaires pour la seule année 2010, accélération des délocalisations et multiplication des plans « sociaux » –alors que le candidat Sarkozy prétend sans pudeur, mais sans tromper leurs salariés, intervenir pour sauver ici et là quelques entreprises- explosion de l'emploi précaire, généralisation de la RGPP...

- En matière de conditions de travail : casse du Code du travail, extension du travail du dimanche jusqu'à remettre en cause la loi de... 1907 (!), augmentation inquiétante du nombre de suicides en entreprise.

- En matière de services publics, privatisation et dérégulation : EdF, SNCF, Poste,... Santé publique vendue à l'encan : hôpitaux soumis à la vision comptable de la loi Bachelot, fermetures de services, augmentation du forfait hospitalier, franchises médicales, déremboursement de médicaments, taxation des Mutuelles... Bref l'accès aux soins est aujourd'hui moins bon qu'il y a 50 ans et entre 20 et 25% des Français en sont exclus.

- La réforme des retraites fait porter tout l'effort sur les salariés tandis que la crise financière de 2008 voit l'argent public voler au secours des banques... sans aucune compensation et au détriment de l'apport de capitaux public pour la politique du logement.

- L'école publique est en but à une RGPP qui lui fait perdre des dizaines de milliers d'emplois et supprime les RASED tandis que la loi Carle oblige les communes à prendre en compte des dépenses de l'école privée.

Tout cela dans un mépris affiché du peuple présenté comme naturellement magouilleur alors que le rapport parlementaire souligne que si la fraude sociale s'élève à 20 milliards €, c'est pour 16 milliards dû aux entreprises ! Tout cela dans un climat délétère de démêlés fiscaux et judiciaires dont le point culminant a été l'affaire Woerth-Bettencourt. Tout cela dans l'arrogance des nantis face au désespoir des pauvres, à la généralisation de la misère et de l'insécurité sociale. (...)

(Suite page 2)

L'ÉDITO (suite)

On comprend l'aspiration au changement. On comprend que le but premier de cette élection soit de virer le sortant. Il n'empêche : le peuple français semble manifester clairement—que ce soit hier lors des « primaires socialistes » ou aujourd'hui à l'occasion de ces « primaires à gauche » que constitue le 1^{er} tour de la Présidentielle— qu'il veut plus et mieux que cela : qu'il veut une nouvelle répartition des richesses et que ceux qui seront élus ne le trahissent pas. Et ils ont raison car le danger n'est pas à écarter. Le libéralisme possède encore, au travers de la construction européenne, un outil efficace. J'en veux pour preuve les deux dernières propositions de directives qui viennent d'être publiées par la commission de Bruxelles. La première permettrait de réactiver la directive Bolkenstein ; la deuxième restreint le droit de grève.

Les dirigeants de gauche élus en mai et juin 2012 devront savoir être offensifs face à cet ancre du libéralisme. Pour leur donner du courage, rien de mieux que la mobilisation populaire !

Marinette BACHE

ACTUALITÉ LITTÉRAIRE ET SOCIALE

► **« Un CDD sinon rien », de Jacques Cotta**

Avec la crise économique qui n'en finit plus, le marché de l'emploi n'a jamais été aussi incertain et le statut des employés précaire.

Dans le privé, les contrats de courte durée (CDD, intérim ou intermittence) sont plébiscités par les entreprises car ils permettent de réduire les effectifs du jour au lendemain.

Dans le secteur public, les fonctionnaires sont également fragilisés, avec la remise en question de leur statut.

À l'heure du combat contre la dette souveraine, les intérêts financiers finissent par l'emporter sur les conditions d'emploi des salariés. Les salaires sont à la baisse, les retraites et plus généralement la protection sociale sont attaquées. C'est tout notre édifice social qui est en voie d'explosion.

Peut-on éviter cette précarité et les drames humains qu'elle provoque ? Quelles décisions prendre ? Comment sauver et développer les acquis sociaux qui concernent des millions de Français ?

Jacques Cotta illustre son analyse par des exemples concrets issus de son enquête dans de nombreuses entreprises françaises.

Journaliste, **Jacques Cotta** a réalisé de nombreux films d'investigation, dont *Front national : la nébuleuse (7 d'or)*. Il a également publié *Riches et presque décomplexés*, (Fayard, 2008) et *Qui veut la peau des services publics*, (Éditions Gawsewitch, 2011).

► **« Guide de la gestion publique de l'eau » (ouvrage collectif)**

Vous ne voulez plus payer de plus en plus cher votre facture d'eau sans rien dire ?

Usager citoyen, locataire ou propriétaire, militant associatif, élu municipal ou agent territorial, mêlez-vous de la gestion de l'eau dans votre commune.

Ne croyez pas ceux qui vous disent que c'est difficile. C'est la deuxième année que ce guide paraît en France pour éclairer vos « lanternes ».

C'est le moment de s'y mettre. D'ici à 2015, 2/3 des contrats de gestion privée arrivent à leur terme. Faut-il les renouveler sans débat ?

L'eau est un bien indispensable à la vie ! Trois jours sans eau et vous êtes morts ! Cela mérite bien de s'y attarder en conseil municipal, en réunion de quartier ou en assemblée générale d'habitants ?

Cet ouvrage collectif prend parti pour la gestion publique au nom d'un droit universel à l'eau.

Ses auteurs veulent vous aider à passer à l'acte. En tant que citoyen vous pouvez peser sur les choix en interpellant vos élus municipaux. En tant qu'élus et agents publics, vous pouvez construire un véritable service public de l'eau au plan local doté de statuts, d'un règlement du service, et d'un compte d'exploitation. Pour l'avenir cet ouvrage ouvre des pistes de travail en faveur d'une gestion publique de l'eau au niveau national et mondial.

Le guide de la Gestion Publique : Nouvelle édition !

Chez votre libraire. 176 pages • Ft : 12 x 17 cm Prix public : 10 €

BRUNO LEPRINCE ÉDITEUR • 62, rue Mon sieur Le Prince 75006 Paris

www.bruno-leprince.fr



PLACE AU DÉBAT

LE TRYPTIQUE PACTE POUR L'EURO PLUS (*), MES (**), TSCG (***)

Par Jean-Claude CHAILLEY

**Pacte pour l'euro plus, coordination renforcée des politiques économiques pour la compétitivité et la convergence ».*

***MES : Mécanisme Européen de Stabilité.*

****TSCG : Traité sur la Stabilité, la Coopération, la Gouvernance de l'Union européenne ..., souvent appelé Pacte budgétaire ou Pacte de discipline budgétaire.*

Ces 3 textes sont un tout mettant les États sous la tutelle de la troïka (FMI, BCE, Commission européenne), en réalité des marchés financiers :

- ❖ **Pacte pour l'euro plus** : adopté il y a 1 an, il précise la politique de régression économique et sociale à mener impérativement. Il a lancé le MES et le TSCG ;
- ❖ **MES** : procédure pour pays qui ne peuvent pas ou pourraient ne pas pouvoir payer leurs créanciers ; on l'appelle aussi FMI européen ;
- ❖ **TSCG** (Pacte budgétaire) : la clé de voûte :
 - ➔ il vise à **constitutionnaliser l'austérité, allant au-delà de la « règle d'or »** ;
 - ➔ il vise à mettre **la totalité de la politique économique et sociale hors d'atteinte du suffrage universel, de la souveraineté populaire** ;
 - ➔ signé par Nicolas Sarkozy le 2 mars, **il doit être – ou non – ratifié.**

20 ans après le Traité de Maastricht, signé le 7 février 1992, où sont les promesses d'une « Europe de la connaissance, du développement économique, social, culturel, de plein emploi » ? Englouties dans une crise sans fin.

Michel Rocard : « fin de l'Europe », « fin de la croissance ».

Personne n'a osé fêter publiquement le Traité de Maastricht

I - LE « PACTE POUR L'EURO PLUS

Au cœur : la « compétitivité » et « l'achèvement du marché unique » chers à Nicolas Sarkozy et Laurence Parisot, à Business Europe.

Les « réformes » de Nicolas Sarkozy en sont l'application directe. Exemples :

- ❖ **SALAIRES** : « *Les augmentations significatives et durables pourraient provoquer une érosion de la compétitivité, ...* ».
 - « *Veiller à ce que les accords salariaux dans le secteur public viennent soutenir les efforts de compétitivité ... (en gardant à l'esprit que l'évolution des salaires dans le secteur public constitue un signal important)* ».
 - ➔ Le SMIC n'a fait l'objet d'aucune revalorisation significative, même pas d'un « coup de pouce ». Le point d'indice des fonctionnaires est gelé ...
- ❖ « *... réexaminer les dispositifs de fixation des salairesle degré de centralisation du processus de négociation, ainsi que les mécanismes d'indexation...* »...
 - ➔ Accords compétitivité – emploi permettant de baisser les salaires, de déroger à la durée légale du temps de travail.
 - ➔ Menace sur l'existence du SMIC, le code du travail, les conventions collectives...Vers le contrat individuel au lieu de la loi, retour au 19^{ème} siècle

PLACE AU DÉBAT

La crise et la dette publique sont largement dus à la baisse des salaires dans la richesse nationale (PIB), d'où la nécessité de leur augmentation.

- ❖ **FLEXIBILITÉ** : « Favoriser la flexisécurité, ... accroître la participation au marché du travail ».
- ➔ Généralisation de contrats précaires, accords compétitivité emploi, extension des lois anti grève, projet de référendum contre les chômeurs, ...
- ❖ **LES RÉFORMES « FISCALES (1) »** « ... réduction des charges fiscales pesant sur le travail, ... tout en préservant le niveau global des recettes, ... »
- ➔ La TVA « sociale » : les 13 Md € de suppression de cotisations sociales patronales – total 43 Md € par an –.
- (1) L'UE ne reconnaît pas la notion de salaire socialisé.
- ❖ **SERVICES PUBLICS** : « ouvrir davantage les secteurs protégés ... lever les restrictions indues qui pèsent sur les services professionnels, ... »
- ➔ Privatisations, partenariats public-privé, pleine application de la directive services, y compris dans les collectivités territoriales, travail du dimanche. A fortiori, nationaliser serait un *casus belli* majeur.
- ➔ Ce que Standard & Poors et les conseils européens appellent « relancer la croissance » c'est accélérer l'éradication du programme du CNR !
- ➔ **Enseignement** : autonomie des universités, concurrence généralisée, objectif d'un « socle » minimaliste, notation des enseignants ...

PROTECTION SOCIALE, RETRAITES : « La viabilité des retraites, des soins de santé et des prestations sociales... » est subordonnée à **l'endettement**.

- ➔ Réforme des retraites 2010, nouvelle réforme prévue pour 2013.
- ➔ Loi Bachelot, fermetures de services, hôpitaux, maternités, remboursements, privatisation, augmentation du coût des mutuelles ...
- ➔ Démantèlement de la Sécurité sociale.
- ❖ **FISCALITÉ : LES MÉNAGES PAIERONT PLUS**: « Établir une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés... tout en contribuant à la viabilité budgétaire et à la compétitivité des entreprises européennes ».
- ➔ Au nom de la « compétitivité », continuer de baisser les cotisations sociales patronales, et de baisser les impôts sur les sociétés.
- ➔ Pour atteindre les objectifs budgétaires ahurissants du TSCG, il ne reste qu'un seul moyen : **augmenter massivement les impôts des ménages** (impôt sur le revenu, TVA, CSG, taxes ...). Avec la baisse du coût du travail et des retraites, c'est la double peine I
- ❖ Le Pacte pour l'euro plus a lancé le MES (sous montage juridique violant l'article 136 du traité de Lisbonne) et demandé des mesures « contraignantes », le TSCG.

Le Pacte pour l'euro plus impose à tous les États une politique antisociale remettant en cause notre modèle social.

II - LE MES, Mécanisme Européen de Stabilité

- ❖ **Objectif affiché: apporter une aide financière aux États de la zone euro qui en ont besoin.**
- ❖ **Le MES n'est pas vraiment européen : la coopération avec le FMI – dominé par les USA –** est demandée à tous les niveaux : le MES « coopérera très étroitement avec le FMI ... Il est attendu d'un État membre de la zone euro demandant l'assistance financière du MES qu'il adresse, lorsque cela est possible, une demande similaire au FMI » ...
- ❖ Basé au paradis fiscal du Luxembourg, le MES a l'immunité totale.

PLACE AU DÉBAT

❖ **IL NE S'AGIT PAS DE SOLIDARITÉ**

- Le MES s'applique « *si la stabilité de la zone euro dans son ensemble est menacée* » : (incapacité d'un pays de faire face aux échéances de sa dette).
- la Grèce - qui vient de faire « défaut partiel » (faillite pour un État) - atteste que les fonds ne vont pas à la population mais aux banques créancières.

❖ **QUI FINANCE LE MES ? les États, les banques et institutions financières.**

Les États, bien qu'en difficulté financière pour la plupart, devront verser 80 Md € en 5 ans, quoi qu'il arrive. La France doit déboursier 16 Md € - dont 6 Md en 2012 - et garantir 142 Md € (qui peuvent s'accroître).

- Danger : Nicolas Sarkozy n'hésite pas à engager toujours plus la France : à la fin ce sont les contribuables qui paient.

Outre les 80 Md, le MES se finance auprès des banques et institutions financières pour parvenir à une capacité de prêt de 500 Md € (réévaluable).

- C'est toujours la même logique d'endettement auprès des « marchés ».

La BCE a prêté 1 000 Md € à 1 % aux banques privées pour 3 ans. Elles prêtent aux États à 3 % (France), 5 % (Espagne, Italie), 14 % (Portugal).

COMMENT UN ÉTAT EST « AIDÉ » ?

- ❖ Il doit signer le TSCG qui est « complémentaire », un vrai chantage.
- ❖ Formuler une demande à la Commission européenne en liaison avec la BCE, voire le FMI, qui négocient avec l'État les « conditionnalités », terme pudique pour les programmes d'austérité. La troïka veille à l'exécution des « conditionnalités ».
- ❖ Il peut y avoir « *assistance financière octroyée par le MES à un État à titre de précaution* ».
 - Cet « octroi » est assorti de « conditionnalités ». Il peut concerner la France dès les élections passées.
- ❖ Il peut y avoir « *recapitalisation d'institutions financières d'un membre du MES* », « *dispositif de soutien sur le marché primaire et sur le marché secondaire* ».
 - Toujours la logique de « sauvetage » des banques assortie d'austérité.

QUELLE GOUVERNANCE ? La plupart des décisions courantes sont prises à la majorité. De fait, la troïka décide souverainement.

- ❖ Ratifié en France avec l'abstention du PS, 16 députés et quelques sénateurs socialistes votant contre, ainsi que le FdG, EELV, Nicolas Dupont-Aignan.

Couplé au Pacte pour l'euro plus et au TSCG, le MES est une mise sous tutelle des États en difficulté en imposant aux peuples des plans d'austérité appelés « aide ». La Grèce en est un exemple.

III - Le TSCG (Pacte budgétaire) : LA « RÈGLE D'OR », EN PIRE !

- ❖ **LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE RETIRÉE AUX ÉTATS :** « *Les politiques économiques sont un sujet d'intérêt commun* ». « *Toute réforme importante de politique économique doit être discutée par avance et s'il y a lieu coordonnée avec les institutions de l'UE* ».
 - Après avoir retiré la politique monétaire aux États (BCE), le MES et le TSCG retirent la politique budgétaire. Il ne resterait plus rien aux États et à leurs Parlements.
- ❖ **L'AUSTERITÉ À LA GRECQUE :** « **Le budget doit être équilibré ou en excédent, avec un déficit structurel (hors conjoncture) maximal de 0,5 % du PIB. Si le ratio dette/PIB dépasse 60 %, il faut le réduire de 1/20ème par an.**
 - Pour la France, il faut **un excédent budgétaire de 25 Md €.**
 - C'est **plus** que l'équilibre budgétaire de la célèbre « règle d'or ».

PLACE AU DÉBAT

→ **Au total, 115 Md € à dégager d'ici 3 à 4 ans.** Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2 se compte en centaines de millions seulement.

❖ **UNE MISE SOUS TUTELLE NIANTE LA RÉPUBLIQUE.**

- **Il y a un arsenal inouï de « surveillance » qui s'applique à la France** (Semestre européen, directives, règlements, ...)
 - En cas d'écarts importants, « un mécanisme de correction est déclenché **automatiquement** ».
 - **Obligation** d'appliquer pour tout membre de la zone euro sauf si une majorité *qualifiée se prononce contre*.
 - Si la Commission européenne ou un pays considère qu'un pays ne remplit pas ses obligations, il sera traduit devant la **Cour de Justice**, dont les jugements seront exécutoires. En cas de non-exécution, **pénalité** jusqu'à 0,1 % du PIB.
- **Le suffrage universel vidé de toute substance** : les Parlements n'ont même pas le choix des moyens ; ils doivent appliquer le Pacte pour l'euro plus.
- **C'est un transfert majeur de souveraineté** sous tutelle bureaucratique de la troïka, au nom des « marchés » financiers.
- **Les déclarations ou propositions de certains candidats sur un prétendu « fédéralisme »** sont une arnaque destinée à masquer cette mise sous tutelle.

❖ **LE CARACTÈRE ANTI DÉMOCRATIQUE EST LIÉ AU CONTENU**

- Selon les pays, les traités sont imposés sans débat, ou en violant le résultat du vote comme en France, ou en donnant l'ordre à la Grèce de renoncer à son référendum, en le refusant pour le TSCG (N. Sarkozy).
 - Ne pas combattre énergiquement le TSCG laisserait le champ libre à l'extrême droite qui monte partout en Europe. En Grèce, le PASOK va payer cher : l'extrême droite risque de passer nettement devant !
- ### ❖ **ENTRÉE EN VIGUEUR** : ce traité entrera en vigueur **le 1^{er} janvier 2013 si 12 pays de la zone euro l'ont ratifié** ou dès que le 12ème le ratifie.
- **Plus besoin de l'unanimité** : 12 États sur 17 suffisent (dont les États « aidés » comme la Grèce, qui sont obligés de ratifier).
 - **Il ne s'appliquerait qu'à ceux qui le ratifient.**
- ❖ Angela Merkel et d'autres dirigeants européens veulent fermer l'hypothèse de renégociation. Il faut exiger un référendum et appeler au NON à la ratification.

CONTRE LA RATIFICATION DU TSCG

- **Pour défendre la démocratie, la souveraineté populaire.**
- **Pour empêcher de constitutionnaliser l'austérité à perpétuité.**

DANGER DE RATIFICATION DANS LE SILENCE

On ne parle déjà presque plus du TSCG à la TV alors qu'on est en campagne électorale. Cela prépare une ratification sans débat démocratique, « trop compliqué pour le peuple », voire un passage en force.

POUR UN RÉFÉRENDUM

La remise en cause des fondements de la République justifie, encore plus qu'en 2005, de consulter le peuple et d'engager une mobilisation unitaire contre la ratification.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Un an après le Printemps arabe de Tunisie, les étudiants et les enseignants résistent à l'idéologie obscurantiste que veulent imposer les islamistes. Nous publions ci-dessous un article de Habib Mellakh, universitaire, syndicaliste - Département de français, Faculté des Lettres de la Manouba (Tunisie). Pour signer la pétition de soutien, contactez francoise.valensi@gmail.com

Tunis, le 7 mars 2012 - Nouvelles de la Faculté des Lettres de la Manouba Terreur salafiste à la Manouba

De mémoire d'enseignant sur le point d'achever la trente neuvième année de sa carrière, je ne me souviens pas avoir été témoin d'une journée aussi cauchemardesque que celle que je viens de vivre aujourd'hui. Il m'a été donné d'assister sous le régime de Bourguiba et de Ben Ali à de nombreuses crises, à des moments dramatiques à l'université mais je n'ai jamais vu des scènes aussi terrifiantes où une faculté, des enseignants et des étudiants sans défense ont été livrés par les autorités à l'hystérie d'un groupuscule politique. Des étudiants rcédistes ont, certes, pu parfois attaquer des institutions universitaires à l'occasion d'élections des représentants des étudiants au sein des conseils scientifiques mais ces agressions n'ont jamais été perpétrées par des milices rcédistes et les enseignants ont toujours été épargnés.

Ce groupuscule politique qui a pris en otage aujourd'hui notre faculté était composé d'une centaine de salafistes et de membres du parti Ettahrir, arborant les drapeaux de leurs partis respectifs. Ces miliciens dont certains ont été reconnus comme des commerçants ayant pignon sur rue dans des quartiers populaires voisins de la faculté et qui rappellent par leur uniforme – habit afghan et brodequin militaire – leur comportement violent, leurs chants, les groupuscules fascistes et extrémistes qui ont sévi dans d'autres contrées, sont venus réclamer le départ du doyen élu de la FLAHM. Bloquant l'accès à la faculté, ils ont empêché tous les étudiants d'en franchir le seuil et interdit aux voitures d'y pénétrer. Cette interdiction a suscité la rage de beaucoup d'étudiants désireux de rejoindre les salles de cours, très critiques à l'égard de l'autorité de tutelle accusée de connivence avec les partisans du niqab, mais impuissants devant les menaces des salafistes, impressionnants par leur force physique, grossiers à souhait et dont le regard, les gestes et les propos arrogants dissuadent de nombreux étudiants à persévérer dans leurs tentatives de forcer le blocus. Ce barrage humain érigé par les salafistes semblait plaire à quelques étudiants arabisants auxquels on a fait accroire que la détermination des enseignants à refuser les niqabées avait engendré l'impasse, les avait privés de cours et qu'il fallait les faire plier en recourant à la politique du pire. Vers dix heures et demie, l'obstination de la majorité habituellement silencieuse renforcée par des militants de l'UGET a fini par avoir raison du blocus. Mais seuls quelques cours ont eu lieu à cause du forfait de nombreux étudiants craignant dès le départ de se mesurer aux salafistes et préférant rentrer chez eux et en raison de la décision prise par les militants de l'UGET d'organiser une assemblée générale devant l'administration centrale pour contrecarrer la démonstration de force des salafistes.

La joute verbale, par assemblées interposés, opposant salafistes et ugétistes se transforme en une altercation sur le toit de l'ancien poste de police lorsque des salafistes ont enlevé le drapeau tunisien et l'ont remplacé par le drapeau noir du parti Ettahrir. Cette profanation de l'emblème national, perçue comme une atteinte à l'unité de la Nation et un affront à ses valeurs et au sang versé par ses martyrs a suscité une réaction très noble et très héroïque chez une jeune étudiante qui, contrant le sectarisme du salafiste, s'est précipitée pour hisser à nouveau le drapeau national et qui, bien que sauvagement bousculée est parvenue à ses fins avec l'aide d'autres camarades. Ce sacrilège n'est pas sans rappeler une autre scène où l'un des sit-ineurs, en tenue de combat, brandit dans une attitude iconoclaste, après s'être hissée sur le socle élevé de la sculpture baptisée « Michket el Anouar » (la lanterne du savoir) et située au

milieu du parc, ce même drapeau noir du parti Ettahrir. Cette scène qui s'est déroulée à la fin des examens semestriels, et qui est emblématique des enjeux de l'affaire du niqab, signifie la politisation de l'université, son asservissement aux idéologies, l'intention d'en faire l'instrument d'une idéologie sectaire, d'une propagande pour un nouveau projet de société inspiré d'une lecture dogmatique de l'Islam qui exclut les autres interprétations considérées comme des hérésies. L'élément nouveau aujourd'hui qui réside dans la profanation de la bannière nationale confirme ce projet sectaire.

Ces salafistes, après un échange d'accusations et d'insultes mutuelles avec les ugétistes, pourchassent ces derniers à l'extérieur de la faculté, blessant deux d'entre eux selon des témoignages concordants. De retour à la faculté, ils essaient de semer l'épouvante à l'intérieur de l'établissement. Alors que j'étais en train de discuter de la situation avec un groupe de trois collègues, l'un des salafistes qui semble avoir mis les pieds à la faculté pour la première fois, plus hystérique que les autres et suivi par une horde déchaînée, court à une allure vertigineuse vers l'administration centrale qui abrite le bureau du doyen, toise notre groupe et nous dit : « L'un d'entre vous est-il le doyen mécréant ? » et il nous aurait agressé sans l'interposition énergique de l'un des étudiants qui a craint le pire. Une niqabée vocifère : « Où est le doyen ? Je vais le frapper d'un coup de couteau ». Et le groupe de continuer sa course folle vers le bureau du doyen à qui je téléphone et qui m'apprend qu'il n'est plus dans son bureau.

A peine sorti de la faculté, je suis témoin de la cavalcade d'un groupe conduit par une jeune fille et pourchassé par un groupe de barbus. Bien qu'essoufflée et en proie à une grosse panique, elle m'informe qu'elle est journaliste freelance, qu'elle travaille pour la BBC et qu'elle est poursuivie, elle son groupe, pour avoir filmé les salafistes en train de tabasser un étudiant de l'UGTT, l'objet de la poursuite étant bien entendu la confiscation de la caméra du groupe pour récupérer le film accusateur. Un citoyen remarquant le désarroi arrête sa voiture et nous avons le temps de nous y engouffrer.

Que les salafistes sèment la terreur à la faculté, qu'ils menacent de mort le personnel, qu'ils cherchent le doyen pour l'agresser ou le poignarder, tout cela n'émeut nullement les autorités qui se murent dans un silence complice. Les requêtes du doyen auprès des autorités sollicitant l'intervention des forces de l'ordre pour mettre fin à l'attaque des salafistes et au chaos qu'elle a générée n'ont pas été prises en considération. Nous sommes devenus coutumiers de cette attitude qui n'étonne plus venant d'autorités qui nous ont aussi habitués à prendre la défense des agresseurs ou qui nient le réel en évoquant la fabulation des enseignants ou le déformant en parlant de l'amplification des faits. Vers dix sept heures, le sit-in est levé par les sit-ineurs eux-mêmes selon les informations qui me sont parvenues.

Cette journée dramatique a entamé, il faut l'avouer, le moral des collègues les plus jeunes mais la détermination à sauver l'année universitaire et à défendre les valeurs universitaires a pris le pas sur la fatigue constatée chez le personnel enseignant un peu éprouvé par trois mois d'un combat stoïque. C'est le constat qui a pu être fait à l'occasion de l'assemblée syndicale tenue aujourd'hui qui sera suivie d'autres assemblées générales d'évaluation lors des prochains jours.

COUP DE GUEULE

APRÈS LE CAUCHEMAR, LE RÉVEIL !

Par Charles-Henri LABÂTIE

Certains ont fait des rêves. Moi c'est un cauchemar.

Celui d'une époque où les peuples faisaient des révolutions pour se les voir confisquer, quelques mois ou quelques siècles après, par des clans, des tribus, des milieux financiers.

Celui où des peuples séculaires se voyaient insultés, traités de porcs (PIGS) et de fainéants, à qui l'on imposait des gouvernements jusqu'à y inclure des partis fascistes. Je crois même que l'un de ces peuples était le concepteur des bases de la République.

Ce cauchemar concernait aussi mes pays de cœur et d'origine

- la jeunesse tunisienne se révoltait pour s'entendre donner des leçons par la terre entière comme au temps des colonies. Ils avaient lutté pour l'indépendance et reçu les multinationales, avaient lutté pour le pain et la liberté et reçu les islamistes...

- l'Italie au peuple multiséculaire et révolutionnaire, berceau de l'art et du monde occidental, imprégné de culture égalitaire, était gouverné par un libéral corrompu et fascisant mais pas assez au gré des technocrates qui lui substituèrent l'un des leurs. Dans ce pays les rameaux de la gauche étaient rompus, la trahison institutionnalisée.

Enfin le pire : mon pays, la France, se voyait assujettie aux multinationales. Après avoir été l'un des berceaux des droits de l'Homme, du citoyen et du socialisme, elle menait une politique ségrégationniste et ultralibérale. Elle alla jusqu'à élire un dirigeant qui signait traités sur traités contraires au vote référendaire, trahissaient des promesses quotidiennes, n'avait ni de mots assez dur pour le faible ni assez de louanges et de compassion pour le fortuné, pour le fort.

Dans ce pays, mon pays, les femmes et les hommes ne luttèrent plus. La gauche avait baissé les bras. Sans résistance, les conquêtes sociales de nos aînés étaient laminées, les services publics privatisés. Les entreprises publiques et la planification n'étaient plus qu'un lointain mirage. Le chacun pour soi régnait en maître, la

Révolution était rayée des manuels scolaires... les plus riches recevaient même un chèque du Trésor public au nom de la solidarité nationale et les copains de nos enfants étaient arrêtés avec leur parents sans titre de séjour à la porte des écoles de la République...

C'est à ce moment que je me suis réveillé ! Non, tout ceci n'était qu'un affreux cauchemar ! Les rêves de liberté, d'égalité et de fraternité ébranlent toujours le monde. Les dictatures chancellent. L'espoir de la jeunesse est vivace dans tous les pays du Sud malgré la guerre, malgré les emprises religieuse et patriarcale tenaces. Les peuples grec et portugais s'apprêtent à mener une nouvelle grève générale.

Et les Français n'abdiquent pas non plus ! Ils sont allés par millions manifester contre Sarkozy, pour le pouvoir d'achat, contre la destruction de nos retraites ! Ils ont été des millions à participer au primaires socialistes, des milliers à participer à la (re)prise de la Bastille à l'appel du FdG ce mois-ci ! De partout naissent des convergences regroupant des dizaines, des centaines d'organisations : sur les services publics, la santé, les banques, la Sécurité sociale, le Rail, contre la politique d'austérité... Les intellectuels hostiles à la pensée libérale n'ont jamais été aussi en vue, les plus modérés jusqu'à Rocard rallient même la figure de Roosevelt !

Depuis 1981, jamais le pays n'avait connu telle effervescence, jamais la bourgeoisie européenne ne s'était liguée contre un candidat social-démocrate, jamais les rues n'avaient été envahies par le peuple à l'appel d'un candidat de gauche. Depuis 68 jamais le monde n'avait été aussi pris dans la tourmente ... car ce qui est en jeu c'est la souveraineté populaire ! C'est elle que la finance tente d'abolir. Mais c'est impossible ! Les nouveaux Salazar, les Fouquet's et les technocrates d'aujourd'hui risquent d'être les Jordan de Launey de demain. Les peuples sont souverains. Cela leur sera très prochainement rappelé ... et si le temps était venu que débute leur cauchemar et que commence celui de nos rêves ?

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)